

La diplomatie gay de l'administration Obama

RÉSEAU VOLTAIRE | 16 OCTOBRE 2013



L'administration Obama a fait de la cause LGTB (Lesbian, Gay, Trans & Bi) une des priorités de sa politique étrangère. Partout, il s'agit d'utiliser cette question pour promouvoir l'idée que les États-Unis sont le pays de la liberté.

Dans cet état d'esprit, le département d'État a nommé plusieurs ambassadeurs ouvertement gays (John Berry en Australie, James Brewster en République dominicaine, James Costos en Espagne, Rufus Gifford au Danemark, David Huebner en Nouvelle-Zélande et Daniel Baer à l'OSCE).

Simultanément, la presse atlantiste décrit les adversaires des États-Unis comme homophobes (notamment l'Iran et la Russie).

Bien entendu, la réalité est très différente : aux États-Unis, la sexualité est libre, mais les homosexuels restent persécutés : selon la FBI, plus de 20 % des crimes de haine sont homophobes [1]. En Iran, l'homosexualité ressort exclusivement de la vie privée tandis qu'Amnesty International persiste à présenter la condamnation à mort de pédophiles violeurs et tueurs d'enfants comme l'application de la peine capitale aux gays. En Russie, la Douma a adopté une loi interdisant la propagande homosexuelle envers la jeunesse (équivalente à l'article 227-24 du Code pénal français)

afin de lutter contre la prostitution, mais Amnesty International dénonce un texte homophobe et appelle à boycotter les Jeux olympiques de Sotchi.

[1] Les crimes de haine contre les homosexuels en hausse aux États-Unis, AFP, 11 décembre 2012.

Source : « La diplomatie gay de l'administration Obama », *Réseau Voltaire*, 16 octobre 2013, www.voltairenet.org/article180589.html